INTERVIEW. Abdelali Abdelmoula, 64 ans, est le PDG du groupe Comarit-Comanav Ferry. Il est élu député PJD de la ville de Sidi Kacem à l’issue des élections du 25 novembre 2011. Dans cet entretien, il nous parle des difficultés financières de son groupe ainsi que du plan de sauvetage que Ibrahimi a échafaudé.

Propos recueillis par Merouane Kabbaj

Maroc Hebdo International: Avez vous un quelconque lien avec l’interpellation de Taoufiq Ibrahimi, l’ancien PDG de la Comanav?

Abdelali Abdelmoula: J’ai appris, comme tout le monde, la nouvelle par la presse du 17 juin 2012, soit deux jours après l’arrestation de Taoufiq Ibrahimi par la BNPJ. Ce n’est que le lendemain que je me suis renseigné sur les détails de l’affaire. J’ai pu distinguer entre 3 époques, d’après les accusations de la BNPJ comme la presse les a rapportées: la période où M. Ibrahimi présidait aux destinées de la Comanav de 2001 à 2007 ; la période 2010, quand il a été nommé responsable de Tanger-Med et où il y a eu recrudescence des grèves notamment dans ce port; et puis la période des 5 derniers mois (de janvier à mai 2012) où il est intervenu pour échafauder un plan de redressement de notre groupe Comarit déjà en difficultés financières.

Quelle était la nature de vos relations avec M. Ibrahimi?

Abdelali Abdelmoula: On se voyait régulièrement. Notamment durant les 5 premiers mois de cette année, période pendant laquelle la crise financière du groupe s’est aggravée. M. Ibrahimi et moimême, ainsi que Abdelaziz Rabbah, ministre de l’Equipement et des Transports, avons eu des négociations pour dénouer la situation de crise qui s’est exacerbée en particulier avec la saisie de nos ferries (le Marrakech et le Biladi) dans le port de Sète, en France.

Le rachat de Comanav Ferry, à un prix élevé, n’a-t-il pas été la principale cause de cette crise?

Abdelali Abdelmoula: Nous avons racheté la Comanav Ferry avec ses 5 navires, dont le Marrakech, à 50 millions d’euros, soit l’équivalent d’environ 500 millions de dirhams à l’époque. Et au regard du passif de la société, dont nous étions au courant avant et au moment de la cession, il y avait des dettes sur le bilan estimées à 300 millions de dirhams. Le prix total de la transaction est 800 millions de dirhams environ. Je n’ai aucun commentaire à faire sur le prix de la transaction. Tout s’est déroulé normalement. L’opération a été conclue à la veille de la crise économique et financière mondiale, d’où l’impact négatif sur l’activité du transport maritime en général et la nôtre en particulier. Sans oublier les effets de la flambée du prix du pétrole. Nos dettes envers nos fournisseurs et les autorités portuaires se sont, de ce fait, accumulées. Résultat: la situation de nos créances est devenue ingérable.

Quel est exactement le rôle de votre fils, Samir, dans cette affaire?

Abdelali Abdelmoula: J’aimerais, si vous le permettez, apporter quelques éclaircissements sur le statut de mon fils. Contrairement à ce qu’on a avancé à tort, Samir n’est pas le patron du groupe. C’est un actionnaire comme les autres. Ce que vous ne savez pas peutêtre, c’est que depuis mars 2009, quelques mois avant les élections communales qui l’ont porté à la mairie de la ville de Tanger sous la bannière du PAM, il ne se mêle plus, ni de près ni de loin, des activités du groupe. Et c’est lui-même qui avait pris cette décision. Avant cette époque, Samir occupait en tant que salarié le poste de directeur Marketing et Communication du groupe. S’il y a un patron de Comarit-Comanv, c’est bel et bien moi. Je suis le président-directeur général du groupe.

Pourquoi n’avez-vous pas réagi à la situation dramatique de vos marins au port de Sète?

Abdelali Abdelmoula: Certains disent que nous n’avons rien fait pour dénouer la situation. C’est totalement faux. Nos navires ont été saisis, comme vous le savez, suite à une décision de la justice française pour nonpaiement de nos fournisseurs. Nous avons alors demandé aux équipages des ferries le Marrakech et le Biladi de monter à bord des trois autres navires non saisis. Mais, à notre grande stupéfaction, ils ont refusé notre proposition. Ce qui m’a conduit à penser que des intérêts étrangers à notre groupe sont derrière cette agitation.

De qui s’agit-il? Est-ce Taoufiq Ibrahimi?

Abdelali Abdelmoula: Les salariés venaient protester devant le siège du groupe en proférant des insultes et des injures indescriptibles. Ce n’était pas de la revendication sociale, mais plutôt de la haine! Chose que je n’ai jamais comprise. J’avoue que sur le moment il ne m’était pas venu à l’idée que M. Ibrahimi pouvait être derrière cette agitation, si j’en crois les chefs d’accusation. Ce que j’apprends sur son présumé rôle dans cette affaire me surprend. Je ne pensais pas Monsieur Ibrahimi capable d’un tel machiavélisme.

Au moment où les grèves s’amplifiaient, M. Ibrahimi vous a proposé un plan de sauvetage. N’y a-t-il pas là une coïncidence douteuse?

Abdelali Abdelmoula: Nous avons une flotte immobilisée pour retard de paiement des créances. Certes, mais aussi à cause des mouvements sociaux. Le plan de redressement dont l’architecture a été échafaudée par M. Ibrahimi comprenait la création d’une société qui se chargerait de l’effacement d’une bonne partie des dettes. M. Ibrahimi, en coordination avec le gouvernement, qui manifestait sa volonté de sortir le groupe de cette crise, a levé bizarrement le pied de cette affaire. Il devait pourtant faire un apport personnel de 150 millions de dirhams. Un consortium de banques devait contribuer lui, à hauteur de 250 millions de dirhams. Il y avait aussi le représentant de CMA-CGM, qui a manifesté la volonté du président du groupe français, Jacques Saadé, d’aider au redressement du groupe en apportant entre 3 et 5 millions d’euros. Mais, il s’était rétracté quelque temps plus tard, sans explication. En l’absence de la garantie des banques, le plan de M. Ibrahimi est tombé à l’eau.

Comment expliquer ce retournement subit?

Abdelali Abdelmoula: J’avoue que je n’ai rien compris à ce revirement soudain alors que nous étions sur le point de signer l’accord. Mais ce n’est pas la fin du monde…

Mais votre groupe, lui, est menacé de faillite.

Grâce à Dieu, nous allons nous en sortir. Nous sommes actuellement en train de négocier avec des opérateurs étrangers, notamment des Italiens, qui devraient effacer les dettes de nos fournisseurs d’abord, qui s’élèvent à 400 millions de dirhams. On va essayer de désamorcer la bombe. Quant à nos principaux créanciers du secteur bancaire, à savoir la Banque Populaire, le Crédit agricole du Maroc et le Crédit du Maroc, et avec lesquels nous sommes en

discussions, ils disent que tant qu’il y a la possibilité de redémarrer les activités du groupe et des navires immobilisés, ils vont nous accompagner par le truchement de mesures concrètes, dont notamment le rééchelonnement de nos dettes (chiffre approximatif de 1,2 milliard de dirhams)